

1 Normes minimales

- .1 Les matériaux doivent être neufs et les travaux conformément aux normes minimales applicables de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), de l'Association canadienne de normalisation (CSA), du Code national du bâtiment - Canada 2010 (CNB) et de tous les codes provinciaux et municipaux applicables. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.

2 Dessins d'atelier

- .1 Soumettre, à l'examen du Représentant du Ministère, des copies électroniques de chaque dessin d'atelier et ce, en format PDF et à l'état non bloqué, avec une résolution à 300 dpi au moins; le tout devra être orienté de sorte que le côté droit soit en haut, aux fins d'observation sur un écran d'ordinateur alors que les feuilles sont présentées en série à même la production PDF.
- .2 L'examen des dessins d'atelier a pour seul objectif de s'assurer de leur conformité avec le concept général. Cet examen ne signifie pas que l'on accepte les détails de conception rattachés aux dessins d'atelier, cette responsabilité demeure celle de l'Entrepreneur. Cet examen ne dégage nullement l'Entrepreneur de sa responsabilité quant aux erreurs ou aux omissions dans les dessins d'atelier ou de sa responsabilité de satisfaire à toutes les exigences des documents contractuels.
- .3 Ne pas commencer la fabrication ni commander les matériaux avant l'examen des dessins d'atelier par le Représentant du Ministère
- .4 Apporter les changements aux soumissions exigés par le Représentant du Ministère, et conséquent avec les documents contractuels. Lors de la présentation de sa soumission, aviser le Représentant du Ministère par écrit des révisions apportées qui correspondent à des révisions autres que celles demandées.
- .5 Inclure une feuille ou un document de transmission, donnant ce qui suit : le nom du projet et son numéro; le numéro de la section et de la division du dessin d'atelier associé ; le nom, l'adresse et les renseignements sur la personne ressource ou la société ressource s'occupant de la présentation : le tout devra porter le sceau de révision de l'Entrepreneur général et ce, afin de s'assurer que le tout est conforme aux documents contractuels.

3 Fiches techniques

- .1 Fiches techniques : feuilles de catalogue du fabricant, brochures, documentation, graphiques et diagrammes de performance ou de rendement servant à illustrer les produits standard fabriqués.
- .2 Soumettre des copies électroniques des fiches techniques sur les produits et ce, en format PDF et à l'état non bloqué, avec une résolution à 300 dpi au moins; le tout devra être orienté de sorte que le côté droit soit en haut, aux fins d'observation sur un écran d'ordinateur alors que les feuilles sont présentées en série à même la production PDF.
- .3 Supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas au projet.
- .4 Faire les renvois nécessaires aux parties appropriées des documents contractuels.
- .5 Inclure une feuille ou un document de transmission, donnant ce qui suit : le nom du projet et son numéro; le numéro de la section et de la division du dessin d'atelier associé ; le nom, l'adresse et les renseignements sur la personne ressource ou la société ressource s'occupant de la présentation : le tout devra porter le sceau de révision de l'Entrepreneur général et ce, afin de

s'assurer que le tout est conforme aux documents contractuels.

4 Échantillons

- .1 Échantillons: exemples de matériaux, matériel, qualité, finis ou qualité d'exécution.
- .2 Si la couleur, le motif ou la texture doivent servir de critères de sélection, soumettre la gamme complète des échantillons de produit.
- .3 Une fois vérifiés et approuvés, les échantillons deviendront les normes de matériaux et de qualité d'exécution à partir desquelles les ouvrages installés seront vérifiés.
- .4 Soumettre trois (3) jeux ou ensembles de chaque échantillon.

5 Échantillons de l'ouvrage

- .1 Préparer des maquettes pour les travaux et ce, selon les exigences spécifiques à ce sujet dans le devis. Tenir compte des travaux d'autres sections et qui s'avèrent nécessaires pour la production des maquettes.
- .2 Préparer les maquettes et les soumettre à l'examen du Représentant du Ministère, en s'assurant de produire le tout dans un délai raisonnable et selon l'ordre de production établi et ce, afin de n'entraîner aucun délai dans l'exécution des travaux.
- .3 Le fait de ne pas préparer les maquettes suffisamment à l'avance ne constitue pas une raison suffisante pour un prolongement dans le délai d'exécution des travaux et aucune réclamation de prolongement ne sera acceptée par suite de ne pas avoir produit les maquettes suffisamment à l'avance.
- .4 Préparer les maquettes aux endroits désignés par le Représentant du Ministère.
- .5 Sur demande du Représentant du Ministère, l'on se devra de préparer les maquettes en présence du Représentant du Ministère.
- .6 La section de devis précisera si la maquette peut demeurer comme faisant partie des travaux ou s'il s'avère nécessaire de l'enlever à un moment donné. Advenant aucune indication précise à ce sujet dans la section pertinente du devis, l'on se devra alors d'enlever la maquette après son examen et son acceptation de la part du Représentant du Ministère.

6 Taxes

- .1 Payer toutes les taxes prévues par la loi, y compris les taxes fédérales, provinciales et municipales.

7 Redevances, permis et certificats

- .1 Payer toutes les redevances et obtenir tous les permis nécessaires. Fournir les plans et les renseignements nécessaires aux services d'inspection pour obtenir les certificats d'acceptation. Présenter des certificats d'inspection comme preuve que le travail est conforme aux exigences des autorités compétentes.

8 Mesures de sécurité-incendie

- .1 Se conformer au Code national du bâtiment du Canada 2010 (CNB) pour ce qui touche la sécurité incendie sur les chantiers de construction, et au Code national de prévention des incendies 2010 (CNPI) pour ce qui touche la prévention des incendies, la lutte contre les incendies et à la protection des personnes dans les bâtiments occupés.
- .2 Travaux de soudage, de découpage et de meulage :
 - .1 Par travaux de soudage, de découpage et de meulage dans le présent cas, il faut entendre tout ouvrage impliquant des flammes ou produisant des étincelles ou de la chaleur, y compris ce qui suit et sans pour autant s'y limiter : travaux de coupage, de soudage, de brasage, de meulage, de collage à la colle, de pulvérisation thermique et de fonte de tuyaux et de pratique de carottes dans des dalles et des murs.
 - .2 Au moins 5 jours ouvrables avant le début des travaux de découpage, soudage ou brasage, fournir au Représentant du Ministère :
 - .1 un avis d'intention indiquant les dispositifs touchés, le moment et la durée de l'isolation ou de la dérivation.
 - .2 le permis de soudage dûment rempli, selon la norme CNB 2010 et CNPI 2010.
 - .3 remettre le permis de soudage au Représentant du Ministère dès l'achèvement des travaux pour lesquels celui-ci avait été délivré.
 - .3 Tous les travaux de découpage ou de soudage exécutés à moins de 10 m de matériaux combustibles susceptibles d'être enflammés par radiation ou par conduction doivent être exécutés en présence d'un agent de sécurité incendie, tel que défini dans la norme CNB 2010 et CNPI 2010.
- .3 Lorsque les travaux nécessitent la mise hors service des systèmes d'alarme, d'extinction et de protection incendie, prendre les mesures ci-après :
 - .1 Assurer les services d'un agent de sécurité incendie, tel que défini dans la norme CNB 2010 et CNPI 2010; en général, un agent de sécurité incendie est une personne qui connaît bien les consignes en matière de sécurité incendie et qui exécute, une fois l'heure, des rondes de surveillance dans les secteurs non protégés et inoccupés (sans travailleur).
 - .2 Retenir les services du fabricant des systèmes de protection incendie, qui devra, une fois par jour, isoler et protéger les éléments et les ouvrages touchés par les activités suivantes :
 - .1 modification des systèmes d'alarme, d'extinction et de protection incendie; et (ou)
 - .2 découpage, soudage, brasage et autres susceptibles de déclencher les systèmes de protection incendie.
- .4 Dès l'achèvement des travaux, remettre en service les systèmes de protection contre l'incendie et vérifier que tous les dispositifs fonctionnent parfaitement bien.
- .5 Aviser l'organisme de surveillance d'alarme incendie et le service d'incendie local immédiatement avant la mise hors service du système et immédiatement après sa remise en service.

9 Contrôle de la qualité sur le terrain

- .1 Faire exécuter les travaux par des ouvriers ou des apprentis qualifiés et accrédités conformément à la loi provinciale concernant la formation professionnelle et la qualification de la main d'oeuvre.
- .2 Permettre aux employés inscrits au programme d'apprentissage provincial d'exécuter certaines tâches seulement sous la supervision directe d'un ouvrier qualifié et accrédité.
- .3 Déterminer les activités et les tâches permises aux apprentis d'après le niveau de formation reçu et

la capacité démontrée d'exécuter certaines fonctions.

10 Matières dangereuses

- .1 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manutention, le stockage et l'élimination des matières dangereuses ainsi que l'étiquetage et la fourniture de fiches techniques santé-sécurité.
- .2 Donner au Représentant du Ministère un préavis de 5 jours avant d'exécuter, dans des bâtiments occupés, des travaux engageant des substances désignées (Projet de loi 208 de l'Ontario), ainsi qu'est prévu des travaux de peinture, de calfeutrage, de pose de tapis ou l'utilisation d'adhésif pour tapis.

11 Services publics et l'eau

- .1 Prévoir une source temporaire d'électricité pour ses besoins.
- .2. L'entrepreneur doit aussi appliquer toute procédure de sécurité et de réduction du bruit applicables à la Coline du Parlement.
- .3 L'entrepreneur doit fournir à ses propres frais, toute l'eau potable nécessaire à son travail.
- .4 Donner au Représentant du Ministère un préavis d'une semaine avant toute interruption des services mécaniques ou électriques lors de l'exécution des travaux. Réduire autant que possible la durée de ces interruptions. Les interruptions doivent avoir lieu après les heures normales de bureau et, de préférence, les fins de semaine.
- .5 Le propane n'est pas un combustible de chauffage permis.

12 Matériaux à enlever

- .1 Sauf prescription contraire, le calfeutrage, la poussière et autres matériaux à enlever qui ne peuvent pas être réutilisés deviennent la propriété de l'Entrepreneur.
- .2 Débarrasser immédiatement le chantier des matériaux et débris enlevés de la sorte.

13 Mesures de protection

- .1 Protéger temporairement les ouvrages, jusqu'à la mise en place de fermetures permanentes.
- .2 Protéger les ouvrages finis de tout dommage jusqu'à la prise de possession.
- .3 Protéger les ouvrages avoisinants de la poussière et des saletés, lesquelles doivent être circonscrites au secteur des travaux.
- .4 Au cours des opérations de coupage et d'autres activités du genre, prendre les mesures qui s'imposent pour empêcher la dispersion de la poussière et des débris.
- .5 Prévoir des écrans anti-poussière temporaires ainsi que des barrières et des panneaux de signalisation aux endroits où les travaux se trouvent à proximité de zones utilisées par le grand public ou par des fonctionnaires.

- .6 Protéger les opérateurs et les autres usagers contre tout danger.
- .7 Protéger l'appareillage électrique à découvert au cours de l'avancement des travaux.

14 Calendrier des travaux

- .1 Lors de l'adjudication du contrat, présenter un calendrier des travaux sous forme de graphiques à barres, précisant les étapes prévues d'avancement des travaux, jusqu'à l'achèvement. Une fois ce calendrier revu par le Représentant du Ministère, prendre les mesures nécessaires pour terminer les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux sans en prévenir le Représentant du Ministère.
- .2 Sous réserve de l'article .6 ci-dessous, entreprendre les travaux au cours des heures normales de bureau et ce, du lundi au vendredi, entre 6 h 00 et 21 h00.
- .3 Entreprendre les travaux qui auront un impact sur et qui peuvent déranger les espaces occupés du lundi au vendredi, en les réalisant entre 21 h 00 et 6 h 00 le lendemain matin ainsi que les samedis, les dimanches et les jours fériés.
- .4 Informer le Représentant du Ministère 5 jours ouvrable à l'avance des travaux qui doivent être exécutés en dehors des « heures normales ».
- .5 Sans pour autant se limiter à ce qui suit, les travaux à réaliser après les heures normales de bureau sont comme suit :
 - Expédition de matériaux;
 - Enlèvement de déchets;
 - Tout ouvrage pouvant créer du bruit au dessus de 85dB et des vibrations.
- .6 Les travaux ci-après tel que les expéditions de marchandise ou l'enlèvement de matériaux ne seront pas permis à l'intérieur des intervalles suivants : fermeture des installations d'éclairage du site et surbaissement de grues en position horizontale, fermeture de l'appareillage sonore, de compresseurs, de génératrices, d'appareils d'excavation ou de hissage ou d'autres appareils entraînant une production de bruit :
 - .a Le service commémoratif des Forces policières, soit le dernier dimanche de septembre, entre 8 h 30 et 12 h 30.
 - .b La Cérémonie du Changement des Gardes, sur une base quotidienne, entre le 28 juin et le 24 août, entre 10 h 00 et 10 h 30.
 - .c Le Jour du Canada, le 1^{er} juillet, entre 6 h 00 et le 2 juillet, jusqu'à 1 h 00 du matin.
 - .d L'événement Son et Lumière, à chaque jour et ce, à compter du 10 juillet jusqu'au 7 septembre, entre 20 h 30 et 23 h 20.
- .7 Coordonner les heures de construction avec le Représentant du Ministère, relativement à des travaux durant l'été et lors d'événements spéciaux qui auront lieu sur des sites adjacents.
- .8 Les fermetures de routes ne sont permises que seulement tôt le matin ainsi qu'en soirée. Faire approuver ces fermetures par le Représentant du Ministère et ce, dix (10) jours avant la date prévue pour ces fermetures.
- .9 Fermer les moteurs des véhicules et de la machinerie lorsque l'on ne s'en sert pas et ce, afin de réduire le bruit et la production de fumée. L'Entrepreneur se devra de présenter un plan de sécurité détaillant les mesures à prendre afin de réduire les vibrations, les impacts, la poussière et les fumées; ce plan devra être présenté à l'examen du Représentant du Ministère (Ingénieur chargé de la santé et de la sécurité en milieu de travail) et ce, au moins trois (3) semaines avant la date prévue pour la mise en chantier des travaux. Ce plan devrait englober l'emplacement des génératrices, des compresseurs et des autres pièces de machinerie et d'appareillage de type

stationnaire à l'extérieur.

- .10 S'assurer que le personnel affecté aux présents travaux sur place se familiarise avec les règlements et qu'il se conforme à ces règlements et ce, y compris les règlements de sécurité, de protection incendie, de circulation et de sûreté.
- .11 Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'arrêter ou d'interrompre temporairement les opérations bruyantes et la production de fumées lorsque ces opérations sont jugées comme dérangeant les zones adjacentes occupées.
- .12 Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'arrêter ou d'interrompre temporairement les travaux par suite d'activités opérationnelles sur la colline du Parlement. À cette fin, l'on remettra un avis à l'Entrepreneur et ce, 48 heures à l'avance. Advenant que le Représentant du Ministère (Ingénieur chargé de la santé et de la sécurité en milieu de travail) juge qu'il s'avère nécessaire d'interrompre temporairement des travaux en raison de problèmes de santé et (ou) de sécurité, l'on se devra alors d'interrompre immédiatement les travaux.
- .13 Les ordonnances d'arrêt de travail faisant suite à des infractions aux documents du contrat ou à une violation des règlements pertinents de santé et de sécurité ne seront pas considérées comme étant des périodes d'arrêt des travaux au sens que l'on veut donner ici.

15 Utilisation des lieux et des installations et expéditions de la marchandise

- .1 Exécuter les travaux en dérangeant ou en perturbant le moins possible l'exploitation normale des lieux. Prendre des dispositions avec le Représentant du Ministère pour faciliter l'exécution des travaux demandés. Se reporter à l'article Calendrier des travaux pour les travaux qui doivent être exécutés après les heures normales.
- .2 Maintenir les services existants du bâtiment et aménager les accès nécessaires pour les personnes et les véhicules.
- .3 Si la sécurité se trouve réduite par l'exécution des travaux, prévoir des moyens temporaires pour assurer le maintien des niveaux de sécurité.
- .4 Les toilettes portatives seront permises sur le site.
- .5 Fermetures : protéger temporairement les ouvrages, jusqu'à la mise en place de fermetures permanentes.
- .6 Stationnement de construction – Aucune place de stationnement distincte ne sera prévue sur place. Les véhicules seront remorqués hors des lieux et ce, aux frais du propriétaire.
- .7 Fournir un bureau de chantier à l'intérieur de la zone de travail tel que désigné par le Représentant du Ministère. Le bureau de chantier doit inclure :
 - .1 La roulotte de chantier doit être incorporé dans la conception de l'échafaudage.
 - .2 Maintenir la température intérieure à 22 ° C, avec un éclairage à 750 lux, et de la ventilation.
 - .3 Bureau avec table, chaise, table de travail pour la lecture des plans, étagère, patère, et un classeur .
 - .4 Salle de réunion pour un maximum de 10 personnes assises, meublée avec des tables et 10 chaises.

- .5 Murs intérieurs et planchers avec finition, avec au moins une fenêtre par chambre, ainsi qu'une porte verrouillable.
- .6 Maintenir en bon état de propreté.
- .8 Suivre et respecter les lignes directrices de circulation, telles qu'établies en vertu de la Procédure ci-après de la Direction générale de la Cité parlementaire : Ligne directrice de protection de la circulation et de l'exploitation sécuritaire des lieux, en date du 04 juin 2012.
- .9 Toutes les expéditions de marchandises et tous les ouvrages à enlever devront être programmés pour une exécution en dehors des heures normales de bureau, entre 21 h 00 le soir et 6 h 00 du matin.
- .10 Expédition de la marchandise – Se reporter à l'article 14 portant sur le Calendrier d'exécution des travaux.
- .11 Les matériaux devront être expédiés à la zone de chargement désignée, puis déchargés et immédiatement transportés à la zone d'entreposage désignée pour les matériaux en cause. Ne pas laisser de matériaux ni d'appareils dans le voisinage de la zone de chargement.
- .12 Le Représentant du Ministère assignera une zone ou une superficie dans la zone de l'ouvrage pour accommoder le conteneur d'ordures.
- .13 Coordonner les expéditions et l'enlèvement de la marchandise avec les autres Entrepreneurs qui ont à travailler sur place.
- .14 Ne livrer les matériaux sur place que lorsqu'ils sont requis pour le projet.
- .15 L'utilisation du quai de chargement (de l'embarcadère) ne sera permise qu'entre 21 h 00 le soir et 6 h 00 du matin.

16 Entreposage

- .1 De l'espace de rangement des matériaux devra faire l'objet d'une coordination adéquate avec le Représentant du Ministère; en outre, cet espace devra être aménagé et entretenu par l'Entrepreneur. Aucun espace d'entreposage ne sera disponible à l'extérieur du site du projet.
- .2 De l'espace d'entreposage sur place ne sera pris en considération aux endroits indiqués sur les dessins de la zone de travail.
- .3 Ne pas encombrer inutilement le chantier de matériaux ou de matériel.
- .4 Déplacer les produits ou le matériel entreposés lorsque ceux-ci nuisent au travail du Représentant du Ministère ou à celui d'autres entrepreneurs.
- .5 Obtenir à ses propres frais tout espace supplémentaire nécessaire à l'entreposage ou à l'exécution des travaux.
- .6 Ne pas charger ni permettre de charger n'importe quelle partie des travaux avec un poids ou une force qui pourrait mettre les travaux en péril.

17 Découpage, ragréage et remise en état

- .1 Obtenir la permission écrite du Représentant du Ministère relativement à tout ouvrage de coupage de surfaces existantes pour accommoder les travaux.
- .2 Aux endroits où des ouvrages de coupage sont permis, la pratique des coupes devra se faire par l'apport de bords propres, droits et lisses et ce, en conformité avec les directives du Représentant du Ministère.
- .3 Ragréer et remettre en état les surfaces coupées, endommagées ou défaites, à la satisfaction du Représentant du Ministère. Le matériau, la couleur, la texture et le fini doivent s'harmoniser à ceux des ouvrages existants.
- .4 Enlever tous les éléments expressément indiqués ou prescrits.
- .5 Découper au besoin les surfaces existantes pour faire place au nouvel ouvrage.
- .6 Par travaux ici, il faut entendre la modification de la construction existante. Tenir compte des travaux de coupage requis ainsi que des travaux d'ajustement, le réglage des quantités au besoin, la prévision d'accessoires et toutes les mesures requises pour accommoder les déviations dans l'aménagement et la nature des travaux existants.

18 Inspection préliminaire

- .1 Inspecter le chantier et examiner les conditions susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux afin de bien se familiariser et de connaître les conditions existantes du chantier.
- .2 Fournir les photographies des propriétés avoisinantes, des ouvrages ou des structures susceptibles d'être endommagés ou de faire l'objet de réclamations.
- .3 Prendre des photographies et les présenter à l'examen du Représentant du Ministère et ce, avant la mise en œuvre de n'importe quel travail, à n'importe quel endroit. Assumer toutes les responsabilités relatives à des endommagements non documentés et ce, peu importe si ces endommagements sont pré-existants ou non.
- .4 Prélever des mesures sur place et ce, afin de contre-vérifier des dimensions ou pour compléter certaines autres dimensions.

19 Panneaux indicateurs

- .1 Fournir des panneaux indicateurs d'usage courant : contrôle de la circulation, renseignements et instructions, utilisation du matériel, dispositifs affectés à la sécurité du public rédigés dans les deux langues officielles ou présentés sous forme de symboles graphiques facilement compréhensibles et approuvés par le Représentant du Ministère.
- .2 Toute publicité est interdite dans le cadre du présent projet.

20 Accès au chantier

- .1 Concevoir, construire et entretenir des moyens d'accès au chantier, notamment des escaliers, voies de circulation, rampes ou échelles et échafaudages indépendants des ouvrages finis et conformes aux règlements municipaux, provinciaux et autres.

- .2 Concevoir, monter et entretenir des palissades et des trottoirs piétonniers recouverts, qui peuvent supporter toutes les charges et ce, y compris celle du vent; en outre, l'on se devra de prévoir des installations de protection et des panneaux indicateurs et de l'éclairage électrique aux endroits requis par les Autorités compétentes.
- .3 Garder ses opérations et son personnel à l'intérieur des délimitations des travaux et des voies d'accès et de sortie des lieux.
- .4 Utiliser les voies d'accès au bâtiment et ce, en conformité avec les indications.

21 Échafaudages et plates-formes de travail

- .1 Concevoir, ériger et inspecter les échafaudages et plates-formes de travail, y compris les escaliers, les voies de circulation, les rampes ou les échelles et ce, indépendamment des surfaces finies et selon les règlements municipaux, provinciaux et autres.
- .2 Lorsqu'ils sont prescrits, fournir les dessins de conception requis, signés par un ingénieur qualifié et habilité à exercer dans la province d'Ontario et portant le sceau de ce dernier.

22 Gestion des déchets

- .1 Se conformer aux Règlements de l'Ontario 102/94 et 103/94, pris en vertu de la Loi sur la protection de l'environnement, concernant l'application d'un programme de gestion des déchets sur les chantiers de construction et de démolition.

23 Dessins d'archives

- .1 À mesure que progressent les travaux, maintenir un dossier détaillé de tout écart par rapport aux dessins contractuels. Juste avant l'inspection du Représentant du Ministère et en vue du Certificat définitif d'achèvement, fournir au Représentant du Ministère un (1) jeu complet des blancs, sur lesquels tous les changements auront été portés proprement à l'encre.
- .2 Garanties et cautionnements. Avant l'achèvement des travaux, recueillir tous les cautions et garanties des fabricants et faire dépôt auprès du Représentant du Ministère.
- .3 Avant l'achèvement des travaux, recueillir toutes les garanties et cautionnements du fabricant et les remettre au Représentant du Ministère.

24 Exigences générales concernant les produits

- .1 Qualité des travaux
 - .1 Les travaux doivent être exécutés par des travailleurs agréés qualifiés ou par des apprentis, conformément aux dispositions de la loi provinciale concernant la formation professionnelle et la qualification de la main-d'œuvre.
 - .2 Les employés inscrits à un programme d'apprentissage provincial pourront exécuter des tâches spécifiques que s'ils sont sous la surveillance directe de travailleurs agréés qualifiés.
 - .3 Les tâches permises aux apprentis devront être déterminées selon le degré de formation et selon les aptitudes démontrées à l'exécution de tâches spécifiques.
- .2 Entreposage, manutention et protection des produits

- .1 La manutention et l'entreposage des produits seront faits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant.
- .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne débiller ou délier les produits que juste avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
- .3 Instructions du fabricant : Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits. Obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites.

25 Nettoyage

- .1 Nettoyer le secteur des travaux à mesure que progressent les travaux. À la fin de chaque période de travail, ou plus souvent si le Représentant du Ministère le juge à propos, enlever les rebuts du chantier, ranger soigneusement les matériaux à utiliser et faire le nettoyage des lieux.
- .2 Une fois les travaux terminés, enlever les échafaudages, dispositifs temporaires de protection et matériaux de surplus. Réparer les défauts constatés à ce stade.
- .3 Nettoyer les zones visées par le contrat pour les remettre dans un état au moins égal à celui qui existait auparavant et ce, à la satisfaction du Représentant du Ministère.

26 Autorisation de sécurité

- .1 Tout le personnel affecté aux présents travaux sera assujéti à une vérification sécuritaire. Se procurer les autorisations requises pour chaque personne devant se rendre sur les lieux de travail. L'Entrepreneur devra présenter sa demande de vérification sécuritaire quatorze (14) jours avant la date prévue de mise en œuvre des travaux et ce, en conformité avec les directives du Représentant du Ministère.
- .2 Le personnel sera assujéti à une vérification quotidienne, au début de chaque quart de travail; l'on remettra à chaque personne un laissez-passer qui devra être porté en tout temps. Ce laissez-passer devra être remis à la fin de chaque quart de travail, au personnel affecté au contrôle sécuritaire d'arrivée et de départ.
- .3 Le personnel ayant reçu une autorisation sécuritaire n'aura pas besoin d'être escorté lorsqu'il s'agit de travaux à l'extérieur.

27 Interdiction de fumer

- .1 Il est interdit de fumer à l'intérieur de l'édifice. Respecter les interdictions de fumer dans les limites de la propriété de l'édifice.
- .2 Les zones délimitées des travaux sont considérées comme des zones d'intérieur et aux fins d'application des règlements, il s'agit de zones à l'intérieur desquelles il est interdit de fumer.
- .3 Appliquer les règlements d'interdiction de fumer au site de travail.

29 Laboratoires d'essai

- .1 Sauf avis contraire, le Représentant du Ministère retiendra les services d'un laboratoire d'inspections et d'essais et il en assumera les coûts.

- .2 Prévoir des aires de travail sécuritaires et aider aux essais en fournissant du matériel, des matériaux ou divers services, ou en assurant la coordination des activités, selon les exigences de l'organisme d'essai ou les directives du Représentant du Ministère.
- .3 Lorsque les essais révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du devis, l'Entrepreneur doit assumer les frais des essais initiaux et de tous les essais supplémentaires nécessaires pour vérifier l'acceptabilité des corrections apportées.

30 Ventilation des coûts

- .1 Avant de soumettre une première demande de versement d'acompte, présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs au contrat, indiquant également le prix global du contrat, selon les directives du Représentant du Ministère. Une fois approuvée par le Représentant du Ministère, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

31 Priorité

- .1 Dans le cas de travaux exécutés pour le gouvernement fédéral, les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections techniques des autres divisions du devis de projet.

32 Réunions de projet

- .1 Organiser une réunion de projet hebdomadaire, afin de discuter de l'avancement des travaux, du calendrier d'exécution et de questions se rapportant au projet. L'Entrepreneur s'occupera de l'enregistrement des procès-verbaux et de sa distribution à qui de droit. Prendre les arrangements qui s'imposent avec les Sous-traitants pour s'assurer qu'ils participent aux réunions requises.
- .2 Dans les dix (10) jours de la date d'adjudication du contrat, l'on se devra d'exiger une rencontre des parties affectées au présent contrat, afin de discuter des procédures et des responsabilités administratives et d'apporter des solutions à toute situation problématique.

33 Approvisionnement - pavage et bordures de calcaire

- .1 Les matériaux de calcaire seront disponibles en quantité suffisante pour compléter les travaux de pavage des surfaces spécifiées et comprendront un 15% de surplus pour parer aux matériaux endommagés et retailles. L'Entrepreneur aura la responsabilité de fournir tout matériau supplémentaire si l'Entrepreneur ne peut terminer le pavage des surfaces spécifiées. Aucun délai additionnel aux travaux ne sera accordé dans cette situation.
- .2 Le pavage et les bordures de calcaire seront fournis par le représentant du Ministère et pourront être ramasser à l'entrepôt de la Région de la capitale nationale et transporter au site des travaux.
- .3 L'Entrepreneur assumera les coûts associés au chargement, au transport et au déchargement du pavage et des bordures de calcaire.
- .4 L'Entrepreneur sera responsable de tout dommage causé au pavage et aux bordures de calcaire aussitôt que ceux-ci ont été pris en charge.
- .5 Remettre au Représentant du Ministère tout matériau de pavage et de bordures de calcaire en surplus. Prévoir les coûts associés au chargement, transport et déchargement à partir d'un des

entrepôts de la région de la capitale national qui sera identifié par le représentant du Ministère.

- .6 Voir l'Appendice 1 pour la liste des palettes.

34 Coupe de gazon

- .1 L'Entrepreneur devra régulièrement couper le gazon des aires existantes qui seront préservées. Le gazon sera coupé à une hauteur maximale prescrite par le Représentant du Ministère, à l'intérieur des limites de l'aire des travaux, afin de préserver une aire des travaux propre et soignée.

35 Palissades Du Chantier De Construction

- .1 Ériger autour du chantier des enceintes temporaires en faisant appel à des clôtures de chantier modulaires en panneaux munis d'un maillage d'acier galvanisé. Les panneaux modulaires d'une hauteur de 2 300 mm sont fabriqués de sections tubulaires de calibre 16 en acier galvanisé et de maillage d'acier de calibre 6 en acier galvanisé et soudés aux sections tubulaires. Les clôtures doivent reposer sur des bases fabriquées de blocs de béton placés sur la surface. Ajoutez un tamis de plastique vert au maillage d'acier galvanisé afin d'atténuer le choc visuel de la clôture qui entoure le site.
- .2 Les clôtures doivent être en bon état et de couleur uniforme.
- .3 Soumettre la configuration des clôtures, les types de panneaux et leur emplacement à l'approbation du représentant du ministère au plus tard 10 jours suivant l'adjudication du contrat.
- .4 Si le passage piétonnier est obstrué par les enceintes entourant le chantier, une voie alternative doit être indiquée au moyen de panneaux appropriés.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Une étude sur la présence de substances désignées à la Colline Parlementaire à Ottawa en Ontario a été menée conformément aux exigences de l'article 30 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, Lois refondues de l'Ontario de 1990, chapitre 0.1*. L'article 124 de la Partie II du *Code canadien du travail* stipule également que chaque employeur doit protéger la santé et assurer la sécurité de chaque personne qui travaille pour lui. En ayant à sa disposition un RSD, le Représentant Ministériel sera en mesure de renseigner ses employés, ses entrepreneurs et les locataires de l'édifice au sujet des substances désignées qui peuvent être présentes et être possiblement dérangées au cours du projet. Le Représentant Ministériel informé sera alors en mesure d'imposer les précautions appropriées en matière de santé et sécurité pour toutes les personnes concernées. Le *Guide de l'écogouvernement* expose les exigences des politiques pour que le gouvernement fédéral respecte ou dépasse les lois et règlements environnementaux fédéraux et suive les meilleures pratiques utilisées dans les secteurs publics et privés. Dans le *Guide de l'écogouvernement*, il est exigé de faire des efforts quant à la prévention de la pollution dans le cadre des projets fédéraux. La prévention de la pollution se définit comme étant le recours à des procédés, à des méthodes, à des matériaux, à des produits ou à des sources d'énergie qui ne contribuent pas ou qui contribuent peu à la production de polluants et de déchets, et qui réduisent, de façon générale, les risques pour la santé et l'environnement. Il faut se conformer aux politiques susmentionnées pendant toute la durée du projet de réhabilitation de mur du périmètre nord de la Colline Parlementaire à Ottawa en Ontario.
- .2 Voici les substances désignées identifiées dans la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et les règlements correspondants :
 - .1 **Acrylonitrile** : *Règl. de l'Ont. 835* modifié par le *Règl. de l'Ont. 490/09*
 - .2 **Arsenic** : *Règl. de l'Ont. 836* modifié par le *Règl. de l'Ont 490/09*
 - .3 **Amiante** :
 - .1 *Règl. de l'Ont. 837* modifié par le *Règl. de l'Ont. 490/09*
 - .2 *Règl. de l'Ont. 347* modifié par le *Règl. de l'Ont. 337/09*
 - .3 *Règl. de l'Ont. 278/05* autrefois nommé *Règl. de l'Ont. 838*.

- .4 *Politique de TPSGC DP-057
'Gestion de l'amiante'*
- .4 **Benzène** : Règl. de l'Ont. 839 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
- .5 **Émissions de four à coke** : Règl. de l'Ont. 840/90 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
- .6 **Oxyde d'éthylène** : Règl. de l'Ont. 841 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
- .7 **Isocyanates** : Règl. de l'Ont. 842 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
- .8 **Plomb** :
 - .1 Règl. de l'Ont. 843 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
 - .2 Règl. de l'Ont. 347 modifié par le Règl. de l'Ont. 337/09
 - .3 Règlement sur les revêtements de la Loi sur les produits dangereux, DORS/2005-109
- .9 **Mercure** :
 - .1 Règl. de l'Ont. 844 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
 - .2 Règl. de l'Ont. 347 modifié par le Règl. de l'Ont. 337/09
- .10 **Silice** : Règl. de l'Ont. 845 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
- .11 **Chlorure de vinyle** : Règl. de l'Ont. 846 modifié par le Règl. de l'Ont. 490/09
- .3 Tous les entrepreneurs qui demandent des soumissions à des sous-traitants doivent leur remettre le présent rapport.

1.2 DATE DE VALIDITÉ

- .1 L'étude du secteur visé par le présent rapport a été menée le 22/06/2011 par El Houcine Faouzi, Analyste de l'Environnement au sein de la Direction des Services Environnementaux de TPSGC.
- .2 Le secteur des travaux se situe au mur du périmètre nord de la Colline Parlementaire à Ottawa en Ontario. L'étendue du projet comprend la réhabilitation de la section du mur entre les piliers 11 et 17, la section entre les piliers 27 et 33 ainsi que la voie d'accès le long du mur entre les piliers 1 et 33.
 - .1 L'étendue des travaux décrits dans ce rapport comprend l'inspection visuelle, le 22/06/2011, du contenu et des matériaux de construction pour déceler la présence de substances désignées dans les secteurs visés.

- .2 À la suite de l'inspection visuelle, des échantillons de matériaux susceptibles de contenir des substances désignées ont été prélevés le 22/06/2011. Un total de trois (3) échantillons de matériaux susceptibles de contenir du plomb ont été prélevés et expédiés au laboratoire EXOVA Accutest (un laboratoire agréé par l'ACLAE) situé au 146, chemin Colonnade à Nepean (Ontario) K2E 7Y1 en vue d'être analysés.
- .3 L'étude était limitée aux secteurs qui étaient accessibles par des moyens non-destructifs. L'inspection visuelle et l'échantillonnage étaient limités aux secteurs facilement accessibles. L'étude ne comprenait pas d'essai destructif, mais il est toutefois recommandé d'en faire avant de procéder à toute démolition majeure. Aucun espace en clos n'a été inspecté dans le cadre de la présente étude.
- .4 Il se peut que les substances désignées susmentionnées soient présentes dans des endroits non accessibles et dans des espaces dissimulés (c.-à-d., dans les cavités des murs et des plafonds), ou dans des espaces en clos. Aucun endroit à l'extérieur des limites définies dans l'étendue des travaux n'a été inspecté.
- .5 Avant le début des travaux, on doit s'assurer auprès du Représentant Ministériel qu'aucune autre substance désignée n'a été apportée dans le secteur visé.
- .6 L'étude porte également sur les BPC et les halocarbures. Toutefois, on exclu les autres substances pouvant être utilisées quotidiennement dans de l'équipement ou des secteurs spécialisés du bâtiment (c.-à-d., des écrans de plomb, des hottes, etc.).
- .7 Il se peut que certains matériaux existent mais n'aient pu être raisonnablement identifiés dans le cadre de la présente évaluation ou n'aient pas été apparents lors des visites précédentes. Si des substances désignées devaient être trouvées au cours de la démolition, les travaux doivent être arrêtés, des mesures de prévention prises, et le Représentant Ministériel doit être informé immédiatement. **Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des instructions écrites.**

PARTIE 2 – SUBSTANCES DÉSIGNÉES

2.1 RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

- .1 **ACRYLONITRILE:** non identifié
- .2 **ARSENIC:** non identifié
- .3 **AMIANTE:** non identifié
- .4 **BENZÈNE:** non identifié
- .5 **ÉMISSIONS DE FOUR À COKE:** non identifiées
- .6 **OXYDE D'ÉTHYLÈNE:** non identifié
- .7 **ISOCYANATES:** non identifiés
- .8 **PLOMB: identifié**

Le plomb est un métal qu'on trouve dans la nature. Avant 1980, on l'utilisait surtout dans la peinture pour accélérer le séchage. La peinture contenant du plomb peut constituer un danger lorsqu'elle vieillit ou est endommagée, parce qu'elle produit de la poussière ou des éclats qui renferment du plomb. On trouve également du plomb dans les joints brasés de la tuyauterie jusqu'au milieu des années 1990 et dans les anciens emboîtements et les tulipes en fonte.

- .1 Selon le *Règlement modifiant le Règlement sur les revêtements DORS/2010-224*, octobre 2010 de la *Loi sur les produits dangereux* de l'Agence d'hygiène et de sécurité au travail de Santé Canada, la concentration admissible du plomb dans les revêtements ne doit pas dépasser 0,009 % en masse (masse de plomb à la masse de peinture), ce qui équivaut à 90 ppm.
- .2 Des échantillons représentatifs de peinture et du mortier, prélevés le 22/06/2011 de l'aire du projet, ont été analysés afin de déterminer leur teneur en plomb. Les résultats de ces analyses indiquent que le mortier dans la zone du projet présente une teneur en plomb supérieure à 90 ppm et il est considéré de ce fait comme étant à base de plomb, d'après le Règlement susmentionné de Santé Canada. Les résultats sont présentés au Tableau 1 ci-dessous.

Tableau 2 – Résultats des analyses – plomb

Numéro d'échant.	Description	Emplacement	Teneur en plomb (ppm)
NPB-Pb-1	Mortier entre les pierres	Entre les piliers 1 to 17, coté est, Colline Parlementaire	220
NPB-Pb-3	Mortier entre les pierres	Entre les piliers 46 to 51, coté ouest, Colline Parlementaire	20900
NPB-Pb-4	Peinture noire	Sur la clôture entre les piliers 46 to 51, coté ouest, Colline Parlementaire	20

Items en gras excèdent la valeur limite de 90ppm du plomb selon le *Règlement sur les revêtements* de la *Loi sur les produits dangereux*, DORS/2010-224

- .9 **MERCURE:** non identifié
- .10 **SILICE: identifiée**
La silice cristalline libre est supposée présente dans le béton et les structures de maçonnerie à travers la zone du projet.
- .11 **CHLORURE DE VINYLE:** non identifié
- .12 **BIPHÉNYLES POLYCHLORÉS (BPC):** non identifié
- .13 **HALOCARBURES:** non identifiés

2.2 RECOMMANDATIONS

1 PLOMB

Si des travaux tels que ponçage à sec, meulage, polissage ou découpage sont effectués sur des matériaux contenant du plomb, il faut alors prendre les précautions appropriées stipulées dans le *Règlement de l'Ontario 843/90*, modifié par le *Règlement de l'Ontario 490/09* de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. Les entrepreneurs qui effectuent de tels travaux sur des matériaux contenant du plomb doivent s'assurer que les travailleurs ne sont pas exposés à des concentrations de poussière de plomb en suspension dans l'air supérieures à la moyenne pondérée en fonction du temps et à la concentration maximale d'exposition pour la peinture au plomb. Il est à noter que l'utilisation de chalumeaux ou d'outils mécaniques sur des matériaux à base de plomb augmente la concentration d'émanations ou de poussières de plomb en suspension dans l'air et, par conséquent, requiert une protection respiratoire accrue et des méthodes de travail contrôlées.

.1 Le Ministère du Travail de l'Ontario a publié un document intitulé: *Directives concernant l'exposition au plomb sur les chantiers de construction*. Ce document classe toutes les perturbations des matériaux susceptibles de contenir du plomb comme travaux Type 1, Type 2a, Type 2b, Type 3a ou Type 3b, en se basant sur la concentration en plomb présumée dans l'air générée lors de l'exécution des travaux pour lesquelles sont définies les procédures du travail. Quoique ce document n'est pas un règlement, les inspecteurs du Ministère du Travail de l'Ontario l'utilisent comme guide lors de l'inspection des sites.

.2 Les procédures de travail présentées ci-dessous peut servir de guide, mais s'il y a inadéquation entre les limites d'exposition et la protection respiratoire requise par le *Règlement de l'Ontario 843/90*, modifié par le *Règlement de l'Ontario 490/09*, les exigences les plus strictes du *Règlement 490/90* prévaudront.

Les opérations de type 1, telles que définies dans la directive du Ministère du Travail de l'Ontario, désignent les travaux qui comprennent l'application d'un revêtement contenant du plomb au moyen d'un pinceau ou d'un rouleau; l'installation ou l'enlèvement de matériaux en feuille à base de plomb ou d'alliage de plomb; l'installation ou l'enlèvement de garnitures d'étanchéité en plomb d'alliages blancs ou d'un matériau similaire; l'enlèvement d'un revêtement contenant du plomb au moyen d'outils manuels ou le soudage de matériaux contenant du plomb. Il est stipulé dans les méthodes de travail qui s'appliquent aux opérations de type 1 que, lorsque le travailleur demande un respirateur, l'employeur doit fournir au moins un demi-masque respiratoire à adduction d'air filtré. La poussière et les déchets doivent être éliminés au moins quotidiennement, ainsi qu'à la fin des travaux.

Les opérations de type 2, telles que définies dans la directive du Ministère du Travail de l'Ontario, s'appliquent aux travaux qui comprennent l'enlèvement ou la réparation de systèmes de ventilation lorsque de la poussière contenant du plomb s'y trouve; l'application par pulvérisation d'un revêtement contenant du plomb; l'enlèvement d'un revêtement contenant du plomb au moyen d'outils mécaniques; le soudage ou le découpage à l'extérieur à haute température d'un revêtement contenant du plomb, sauf lors d'opérations de démontage ou de démolition. Il est stipulé dans les méthodes de travail qui s'appliquent aux opérations de

type 2 que l'employeur doit fournir aux travailleurs au moins un demi-masque respiratoire, muni de cartouches filtrant la poussière, les émanations et les gouttelettes en suspension (ainsi que des cartouches piégeant les solvants lorsqu'il y a application d'un revêtement par pulvérisation).

Les opérations de type 3, telles que définies dans la directive du Ministère du Travail de l'Ontario, s'appliquent aux travaux qui comprennent le sablage au jet d'un revêtement contenant du plomb; le soudage ou le découpage à l'intérieur à haute température d'un revêtement contenant du plomb; le découpage à l'extérieur à haute température de matériaux dont le revêtement contient du plomb, au cours du démontage ou de la démolition d'une machine, d'un édifice, d'une structure, ou d'une usine; et le brûlage d'une surface dont le revêtement contient du plomb. Il est stipulé dans les méthodes de travail qui s'appliquent aux opérations de type 3 que des panneaux de mise en garde doivent être installés en nombre suffisant pour avertir le public des risques. Là où une opération de sablage au jet est effectuée, des panneaux de mise en garde devraient être installés au moins à chacune des entrées du secteur des travaux. Lorsqu'on procède au brûlage, au découpage ou au soudage à l'intérieur ou dans un endroit confiné, il faut fournir une ventilation par aspiration à la source d'une vitesse suffisante pour aspirer la fumée (débit minimum de 0,5 mètre cube par seconde). Lorsque le système d'aspiration à la source n'est pas muni d'un filtre HEPA, l'air doit être évacué à l'extérieur. Si l'on ne peut pas assurer une ventilation par aspiration à la source, les travailleurs ainsi que toutes les personnes qui accèdent au secteur des travaux doivent porter un respirateur à pression positive. Lorsqu'on procède à des opérations de découpage pendant des travaux de démolition ou à des opérations de brûlage à l'extérieur, les travailleurs doivent porter un respirateur à adduction d'air bien ajusté.

.3 L'élimination des déchets de construction contenant du plomb est régie par le *Règlement 347 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 de la Loi sur la protection de l'environnement de l'Ontario*. La classification des déchets dépend des résultats de l'essai ou des essais de lixiviation. Les déchets peuvent être classés comme des «déchets dangereux», des «déchets non dangereux» ou des

«déchets solides assujettis à l'inscription», selon les résultats obtenus lors des essais de lixiviation.

Avant la disposition, la concentration en plomb du lixiviat doit être déterminée pour les déchets avec une concentration élevée en plomb en suivant la procédure détaillée dans le document intitulé 'Toxicity Characteristic Leaching Procedure'.

2 SILICE

.1 On peut trouver de la silice cristalline dans le ciment. La silice cristalline est régie par le *Règlement de l'Ontario 845* modifié par le *Règlement de l'Ontario 490/09* de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* comme une substance désignée.

.2 La poussière de silice peut être produite lors de travaux tels que dynamitage, broyage, concassage et décapage au jet de sable de matériaux contenant de la silice. Comme la silice est supposément présente dans le béton et les structures de maçonnerie dans le secteur visé, on devra fournir une protection respiratoire et une ventilation appropriées pendant la démolition et la modification de ces structures.

.3 La Direction de la Santé et Sécurité au Travail du Ministère de Travail de l'Ontario a publié un document concernant l'exposition à la silice sur les chantiers de construction. Ce document classe les perturbations des matériaux susceptibles de contenir de la silice comme Type 1, Type 2 et Type 3 et attribut différents niveaux de protection respiratoire et les procédures de travail pour chaque classification. Ces procédures de travail doivent être suivies lors de l'exécution de tout travail impliquant la perturbation des matériaux susceptibles de contenir de la silice.

3 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur doit examiner le rapport de substances désignées et prendre les précautions nécessaires pour veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs et ainsi protéger l'environnement. En vertu de l'article 30 (4) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario*, la personne chargée d'engager l'entrepreneur (c.-à-d., le Représentant Ministériel) doit s'assurer que l'entrepreneur et le sous-traitant (le cas échéant) reçoivent une copie du rapport de substances désignées avant de conclure un contrat pour la réalisation des travaux dans le cadre du projet. En vertu de l'article 27 (2) (a, b, et c) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario*, le superviseur doit, sur les lieux du travail, prendre toutes les précautions raisonnables afin

d'assurer la protection d'un travailleur. Si vous avez des questions concernant le rapport de substances désignées, veuillez communiquer avec le Représentant Ministériel.

FIN DE LA SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 Sections connexes

- .1 Section 01 00 10 – **Instructions générales.**

1.2 Références

- .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail.
- .2 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .3 Province de l'Ontario.
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité au travail, L.R.O. 1990 et ce, compte tenu du modificatif c. O.1, en date du 1^{er} juillet 2010.
 - .2 Loi sur la santé et la sécurité en milieu de travail et Règlements sur des projets de construction; il s'agit ici du règlement ontarien 213/91 et de ses modificatifs en date du 1^{er} janvier 2010.

1.3 Documents et échantillons à soumettre

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 00 10 – Instructions générales.
- .2 Soumettre, au plus tard sept (7) jours après la date de signification de l'ordre d'exécution et avant la mobilisation de la main-d'oeuvre, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après :
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques/dangers pour la sécurité propres au chantier.
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité figurant dans le plan des travaux.
- .3 Soumettre au Représentant du Ministère, 3 (trois) exemplaires des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur.
- .4 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.
- .5 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .6 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT conformément à la section 01 00 10– Instructions générales.
- .7 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les 2 jours suivant la réception de ce document. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant du Ministère au plus tard 2 jours après réception des observations du Représentant du Ministère.

- .8 L'examen par le Représentant du Ministère du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.
- .9 Surveillance médicale : Là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Demander au Représentant du Ministère une certification additionnelle pour tout nouvel employé travaillant sur le chantier.
- .10 Plan d'intervention en cas d'urgence : énoncer les procédures et les marches à suivre en cas de situation d'urgence sur le chantier.

1.4 Production de l'avis de projet

- .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales compétentes.

1.5 Évaluation des risques/dangers

- .1 Faire une évaluation des risques/dangers pour la sécurité présents sur ce chantier en ce qui a trait à l'exécution des travaux.

1.6 Réunions

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le Représentant du Ministère avant le début des travaux, et en assurer la direction.

1.7 Exigences des organismes de réglementation

- .1 Exécuter les travaux conformément à la section 01 00 00 – Instructions générales.

1.8 Conditions du terrain/de mise en oeuvre

- .1 Le personnel chargé des travaux sur le chantier sera exposé aux éléments suivants :
 - .1 Silice.

1.9 Exigences générales

- .1 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques/dangers, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 Le Représentant du Ministère peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.

1.10 Responsabilité

- .1 Assumer la responsabilité de "constructeur" tel que décrit dans la Loi et règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail pour les projets de construction de l'Ontario.

- .2 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.11 Exigences de conformité

- .1 Se conformer à la Loi et règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail pour les projets de construction de l'Ontario , O.Reg. 213/91.
- .2 Se conformer au Règlement concernant la santé et la sécurité au travail pris en vertu du Code canadien du travail.

1.12 Risques/dangers imprévus

- .1 En présence de conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente(s) et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.13 Affichage des documents

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente(s), et en consultation avec le Représentant du Ministère.

1.14 Correctif en cas de non conformité

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.15 Arrêt des travaux

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION